

Conseil national – 9 septembre 2023

Rapport sur la situation internationale – Vincent Boulet

Permettez-moi de commencer par un hommage aux victimes du terrible tremblement de terre qui a durement endeuillé le peuple marocain. Nos pensées émues, fraternelles et solidaires vont aux victimes, à leurs proches, aux services de secours et au peuple marocain.

Les événements de l'été illustrent les tendances profondes de la recomposition des rapports de domination internationaux, sur fond de fragmentation de la mondialisation capitaliste et de remise en cause de l'ordre international libéral issu à la fois des accords de Bretton Woods et des années 1990. Ils montrent à la fois les risques d'engrenage, qui peut mener à une généralisation de la guerre, mais aussi les recherches, souvent contradictoires, de remise en cause de l'hégémonie des États-Unis et de leur bras armé qu'est le dollar. Ils soulignent par conséquent l'importance pour les communistes de porter l'exigence de la paix en en faisant une bataille politique concrète comme une des priorités de la rentrée, comme Fabien Roussel l'a annoncé dans son discours de rentrée à l'université d'été. Le mois de septembre sera jalonné d'événements permettant de porter cette exigence, à commencer par la Fête de l'Humanité, mais aussi la journée internationale pour la paix du 21 septembre.

Le mois de septembre sera marqué d'anniversaires significatifs permettant de souligner d'importants combats d'actualité :

- Le 11 septembre, les 50 ans du coup d'État de Pinochet et de la CIA brisant dans le sang l'expérience de l'unité populaire chilienne, c'est-à-dire d'une participation populaire jetant les bases d'une évolution révolutionnaire. Permettez-moi ici de rendre hommage à Guillermo Teillier, président du PC du Chili, décédé le 29 août, combattant de la résistance contre la dictature de Pinochet et des Chicago Boys et acteur de la politique de renouveau et de rassemblement du PC du Chili qui en fait aujourd'hui la première force de gauche au Chili. Cet anniversaire intervient alors que l'extrême droite liée aux États-Unis se réveille dangereusement au Chili, que la situation s'annonce complexe pour la gauche en Équateur, malgré le fait que les candidats de Révolution citoyenne sont arrivés en tête du premier tour des présidentielles et qu'un clone de Trump vient de remporter les primaires des présidentielles en Argentine.
- Le 13 septembre, les 30 ans des Accords d'Oslo qui ouvraient un espoir de paix entre Israéliens et Palestiniens et depuis systématiquement démantelés par la droite israélienne et les colons jusqu'au gouvernement d'extrême droite actuel qui mène une politique d'annexion de la Cisjordanie et cherche à imposer une politique d'apartheid au peuple palestinien, alors que la société israélienne, dans sa diversité, proteste massivement contre ce gouvernement, dans l'indifférence médiatique en France.

- Le 16 septembre, le premier anniversaire de la révolte du peuple d'Iran, avec les femmes au premier rang, après la mort de Jina-Mahsa Amini. Depuis un an, c'est unie et solidaire dans les manifestations et grèves que la population dénonce les crimes et exactions de la République islamique et exprime son rejet de cette dictature théocratique.

L'été a montré que « l'effondrement climatique a commencé », pour reprendre l'expression du secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Le 6 septembre, l'organisation météorologique mondiale, une institution des Nations unies, a rapporté que la Terre vient de connaître les trois mois les plus chauds jamais enregistrés. Des sécheresses, des inondations ou des incendies ont frappé l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord, souvent inédits. En Asie, la saison des moussons a tué plusieurs centaines de personnes. Les incendies monstres au Canada et à Hawaï sont meurtriers et dévastateurs. Peu d'espoirs sont à mettre dans la COP 28, qui va se réunir à Dubaï, temple du capitalisme et du saccage climatique, en décembre prochain. Elle sera présidée par Sultan Al Jaber, patron de l'industrie pétrolière d'Abu Dhabi, avec le soutien des États-Unis et de la France. L'urgence d'une décarbonation des économies n'est plus à démontrer, autour d'un mix énergétique alliant nucléaire et énergies renouvelables. Ce sera l'un des sujets majeurs des prochaines élections européennes.

Le risque d'engrenage de la guerre demeure l'horizon de la recomposition des rapports de force mondiaux marqués par : la relativisation d'une puissance US qui résiste, l'émergence de nouvelles puissances, le démantèlement des cadres de la sécurité collective et des accords de contrôle de l'armement, l'extension du domaine de la guerre aux fonds sous-marins, à l'espace, à l'intelligence artificielle. Tout cela redessine l'impérialisme et ses outils d'aujourd'hui.

La guerre en Ukraine se caractérise par un enlisement du conflit. Sur un front de 900 km de long, ni l'armée ukrainienne, ni l'armée russe ne progressent significativement pour le moment, alors que l'Ukraine a annoncé avoir lancé une contre-offensive le 4 juin dernier. Pour autant, le prix humain reste extrêmement lourd, avec environ 30 000 morts de part et d'autre, en trois mois. Les dirigeants russes, ukrainiens et occidentaux n'imaginent pas la fin de la guerre avant 2025 ou 2026, alors que ses conséquences dépassent largement le cadre géographique ukrainien. La suspension de l'accord sur l'exportation de céréales et d'engrais à travers la mer Noire déstabilise et met en danger à moyen terme l'approvisionnement de pays tels que le Yémen, l'Afghanistan et la Corne de l'Afrique, où la famine sévit déjà. En Russie, l'élimination de Prigojine et l'arrestation d'un certain nombre de généraux qui lui étaient liés, tend à stabiliser les coordonnées du pouvoir à court terme dans la perspective des élections présidentielles de 2024, mais la conjugaison de courants ultranationalistes alliés à une contestation des choix du pouvoir, dont Prigojine était le ciment, reste palpable dans la société russe. En Ukraine, les purges au sein du ministère de la Défense soulignent l'importance de la corruption, qui fait que l'Ukraine ne remplit pas les critères dits de Copenhague d'adhésion à l'UE. C'est une raison supplémentaire pour refuser que l'Ukraine entre dans l'UE. En Russie comme en Ukraine, les pressions sur les opposants s'y sont poursuivies : en Ukraine on peut mentionner les menaces sur les frères Kononovitch, membres des jeunesses

communistes, et sur Yurii Sheliashenko, membre du secrétariat du Bureau international de la paix ; et en Russie les persécutions contre Boris Kagarlitsky et contre le mathématicien Azat Miftakhov. Non, la guerre ne justifie pas l'arbitraire ! Le PCF réaffirme sa solidarité avec les forces progressistes et pacifistes en Ukraine et en Russie qui luttent contre la guerre et contre l'autoritarisme. Mais l'Ukraine n'est pas le seul pays à souffrir de la guerre. 55 pays au monde subissent aujourd'hui des situations de conflits engageant 90 pays, beaucoup moins médiatisés. Rappelons que l'année 2022 fut la plus meurtrière si l'on prend la totalité des guerres en cours, ce qui en a fait l'année la plus meurtrière depuis 1994 ! Le conflit le plus meurtrier étant la guerre du Tigré dont personne n'a parlé, plus meurtrier que la guerre en Ukraine. Pour donner un autre exemple, la guerre du Kivu en RDC, qui engage des conflits d'intérêts entre multinationales exploitant la richesse minière du sous-sol et des États de la région, provoque tous les jours des morts, des violences, des viols. Cela montre qu'il faut sortir d'un prisme uniquement occidental et européen, et aller au-delà des seules préoccupations médiatisées.

L'été a aussi été marqué par la poursuite d'un autre conflit, à coup de blocus celui-là : le blocus imposé par l'Azerbaïdjan à l'encontre de la population arménienne de l'Artsakh. Le blocus est total depuis juin 2023. 130 000 personnes sont enfermées en Artsakh, privées de médicaments, d'électricité, de produits de première nécessité, d'huile, de sel. La fin de la saison des récoltes va provoquer un épuisement rapide des dernières ressources alimentaires. Le peuple arménien est à nouveau menacé dans son existence. Dans l'indifférence des chancelleries. Ou plutôt non : celles-ci préfèrent négocier un accord gazier avec l'Azerbaïdjan, à l'image de ce qu'a fait l'UE en juin 2022. Le PCF a réaffirmé sa solidarité avec le peuple arménien. Par la participation d'élus communistes à un convoi humanitaire organisé par des collectivités territoriales françaises, qui fut bloqué par les troupes azerbaïdjanaises et russes. Par une déclaration signée de Fabien Roussel et de Pierre Ouzoulias, parue le 27 août rappelant nos exigences : une initiative diplomatique de la France pour la levée immédiate du blocus et par la reconnaissance par la France de la république d'Artsakh.

Derrière le dictateur Aliiev d'Azerbaïdjan, il y a le dictateur turc Erdogan, qui attise dangereusement les tensions dans le Kurdistan irakien et syrien. Quand on sait que le nouveau ministre des Affaires étrangères du régime au pouvoir en Turquie est l'ancien chef des criminels services secrets turcs, cela peut laisser augurer du pire. La situation est extrêmement grave. L'engagement du PCF aux côtés des peuples de Turquie, du peuple kurde, des forces progressistes de Turquie, pour la libération des détenus politiques kurdes et turcs est constant. De même que l'est celui pour l'application des résolutions de l'ONU à Chypre, où les forces supplétives de la Turquie ont provoqué de violents incidents contre les casques bleus en août. L'UE, sur cette question comme sur d'autres, reste totalement passive alors que Chypre est un état membre.

L'été a vu également se renforcer les menaces en Asie orientale, alors que les États-Unis, l'Otan et l'UE considèrent la Chine comme une « rivale systémique ». Cette approche dangereuse a des conséquences concrètes. D'une part, l'Otan nourrit le projet d'ouvrir un bureau à Tokyo, pour l'instant bloqué par la France. D'autre part,

les États-Unis, la Corée et le Japon ont tenu un sommet inédit, le 18 août dernier. L'ambassadeur américain à Tokyo s'en est félicité en ces termes : « Nous avons créé exactement ce que la Chine ne voulait surtout pas ». Comme le Parti communiste japonais l'a souligné, ce sommet et une telle approche renforcent les dangers de confrontation et de militarisation dans la zone. La sécurité commune est également une exigence indispensable dans cette région. Les résultats des élections présidentielles à Taïwan, prévues en janvier 2024, seront importantes dans ce contexte.

Ce contexte de guerre se conjugue avec les appels à instaurer une « économie de guerre », pour forcer le consensus sur un état de guerre dont il ne faudrait interroger ni les causes, ni les conséquences, et qui légitimerait une augmentation des dépenses militaires bien au-delà des besoins de la défense nationale (comme c'est le cas dans la LPM), et qui sert non pas la défense nationale mais les intérêts capitalistes des marchands de canons. C'est désormais d'ailleurs devenu une des priorités de la Commission européenne et singulièrement du commissaire au marché intérieur, Thierry Breton. L'Union européenne est proche de mettre en place un nouvel instrument doté de 1 milliard d'euros, qui prévoit la passation conjointe de marchés de produits de défense (systèmes d'armes, munitions, matériel médical de combat) par au moins trois États membres. Après l'orwellienne « facilité européenne pour la paix », utilisé pour rembourser les États de leurs livraisons d'armes, l'UE devient une des principales financeuses de l'industrie d'armement (même américaine d'ailleurs) et alimente la course au surarmement.

Sur le sujet de la paix, nous avons la possibilité de construire des propositions politiques concrètes qui peuvent rassembler largement et faire bouger le paysage en France. Des initiatives politiques sont indispensables. Un consensus politique existe sur la solidarité avec l'Arménie : c'est une base pour faire pression sur l'action de la France. Sur l'Ukraine, Fabien Roussel a publié, le 17 juillet, une tribune au « Monde », faisant suite à une lettre envoyée à Macron lors du sommet de l'Otan, soulignant l'importance et l'urgence d'une action diplomatique que notre pays doit prendre, en toute souveraineté, dans les prochaines semaines, pour enrayer l'engrenage de la généralisation du conflit. Nous sommes à la croisée des chemins. Soit nous comptons sur une victoire militaire de l'Ukraine pour libérer ses territoires, hypothèse aujourd'hui jugée hautement incertaine, soit nous empruntons une autre voie, certes étroite, mais pouvant permettre d'éviter le pire : la recherche d'une solution politique et diplomatique. Du fait de son histoire, la France a une voix singulière à faire entendre, pour agir sur la base des principes de la charte des Nations unies, de la souveraineté des peuples et de la sécurité collective, en donnant des garanties réciproques de sécurité assurant une paix durable. La négociation d'un statut de neutralité pour l'Ukraine, lui apportant toutes les garanties sur sa souveraineté et sa sécurité dans le cadre d'une protection internationale sous l'égide de l'ONU, devrait être au cœur d'une solution négociée au conflit. D'ailleurs, une telle perspective n'est pas uniquement portée par nous, mais aussi par d'autres dans le paysage politique français. C'est une opportunité pour renforcer notre intervention sur la question, à tous les niveaux, pour faire bouger les rapports de force dans le pays. La paix garante de progrès et de justice sociale pour tous les travailleurs d'Europe sera au cœur de nos priorités et au cœur des élections européennes.

Cela implique de répondre aux arguments que les partisans de la poursuite de la guerre jusqu'à une hypothétique victoire ukrainienne nous opposent. On dit qu'une paix servirait les intérêts de Poutine. C'est faux car son régime chauvin grand-russe se nourrit de la guerre. Ses discours et ceux de Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, sont d'ailleurs assez interchangeables. Pour eux, la guerre est un état de fait, dont il ne faudrait interroger ni les causes, ni les conséquences, qui revêt un aspect civilisationnel. On nous dit aussi que la neutralité de l'Ukraine limiterait les choix souverains du peuple ukrainien et que ce sont aux Ukrainiens de choisir le moment de négocier. Il est indéniable que le peuple ukrainien, comme tous les peuples, a le droit au respect de sa souveraineté. Cela ne veut pas dire qu'il faut mettre des œillères. Ce conflit a un impact majeur sur l'ensemble du continent. De plus, la sécurité ne peut être envisagée que sous un angle collectif et commun. C'est cela qui assurera une paix durable.

Les initiatives internationales pour la paix, qu'elles émanent de la Chine, du Brésil, de l'Afrique du Sud voire du Vatican sont autant de points d'appui. Le refus d'un grand nombre de pays de ne pas se faire entraîner dans une logique de guerre et qui exige un autre ordre international l'est également.

Nous porterons dans l'immédiat cette exigence dans les mobilisations à l'occasion de la journée internationale de la paix du 21 septembre prochain. Un tract sur la paix sera mis à disposition des fédérations pour porter la bataille.

La paix donc. Il s'agit d'une bataille politique centrale. Contre les concurrences capitalistes impérialistes, il s'agit d'une bataille sociale, car les inégalités sont les moteurs et les conséquences des guerres, il s'agit d'une bataille écologique du fait des désastres écologiques des guerres (l'explosion des gazoducs en mer du Nord et du barrage de Khakovka sur le Dniepr ont des conséquences écologiques majeures) et de la question de l'accès aux ressources (la revendication du partage des biens communs concourt à l'exigence de la paix). Il s'agit d'une bataille démocratique et en faveur de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, pour leur émancipation. La paix est le liant de l'ensemble de ces batailles et figure pour ces raisons au cœur de l'engagement communiste.

Il s'agit aussi d'une bataille politique parce que le discours catastrophique d'Emmanuel Macron aux ambassadeurs du 29 août montre à quel point il organise la disparition, la banalisation de la voix de la France. Cela n'est guère une surprise, l'objectif stratégique de la politique de Macron étant d'aligner la France sur une mondialisation capitaliste par ailleurs en crise et en cours de fragmentation. Mais ce discours se place dans une série de glissements successifs concourant à cette « banalisation » de la France, qui vont de l'acceptation de la boussole stratégique de l'UE en mars 2022 au discours prononcé à Bratislava en mai 2023 et au positionnement pris lors du sommet de l'Otan, à Vilnius en juillet dernier. Macron y dénonce « la remise en cause de notre ordre international », de « notre droit international », de « notre ordre commercial international ». Il vise là « l'ordre occidental ». Une telle orientation enferme délibérément notre pays dans une politique de blocs, celle des États-Unis et de l'Otan, ancrée sur la défense d'un ordre international libéral aujourd'hui en crise et en voie de fragmentation. Ce discours fait une belle place au mépris et à l'hypocrisie, comme le coup de chapeau au travail du

corps diplomatique français. Comment le faire sans rougir alors que Macron est en train de démanteler sa spécificité et son savoir-faire ?

L'approche de Macron revient également refuser de prendre la mesure de ce se passe en Afrique. Les événements de l'été bousculent la bourgeoisie française et la politique néocoloniale qu'elle mène en Afrique depuis De Gaulle. Là encore, Macron se trompe d'analyse en n'y voyant que le fruit de « rivalités ethniques ». C'est d'ailleurs une vieille antienne coloniale que de brandir et d'exacerber une approche ethnique sur ce qui est en réalité le fruit de choix politiques, économiques et militaires. Si l'on considère l'ensemble des coups d'État qui se sont déroulés dans la région depuis 2017 dans la région, aucun ne correspond à ce cliché. Une analyse politique sérieuse est nécessaire. Ils sont souvent la conséquence de blocages politiques. Le premier coup d'État au Mali, contre Ibrahim Boubacar Keita en 2020 suit plusieurs semaines de mobilisations populaires (le PCF n'avait d'ailleurs pas condamné pour cette raison le coup d'État). Il s'agit le plus souvent d'une redistribution des cartes à l'intérieur de l'appareil étatique et militaire. Le premier coup d'État au Burkina Faso en janvier 2022 est la conséquence du fait que les troupes étaient laissées à elles-mêmes dans la lutte contre le terrorisme. Le président actuel Ibrahim Traoré, issu d'un second coup d'État, est soutenu par les forces islamistes qui portent un projet de révolution conservatrice. Les deux coups d'État de cet été, au Niger et au Gabon, sont menés par les gardes présidentielles, qui sont en réalité des gardes prétoriennes. Ils procèdent donc du pouvoir lui-même et de rivalités internes sur fonds de rivalités sur l'exploitation des minerais ou hydrocarbures. Le putsch au Niger est le fruit de rivalités entre président dernièrement élu, Bazoum, contre le clan de l'ancien président Issoufou qui l'avait initialement soutenu et porté au pouvoir. Ces dissensions ont été exacerbées par des rivalités internes sur le partage des fruits de l'exploitation des ressources naturelles. Au Niger, le politique et le militaire sont étroitement imbriqués depuis 1993. Les coups d'État ont pour fonction de réintroduire une partie de la classe politique dans le jeu. Au Gabon, on voit donc disparaître sans regret aucun la dynastie Bongo, kleptocratique et autoritaire, fidèle relais des intérêts néocoloniaux et impérialistes français, mais le pouvoir qui a pris place, issu du même sérail, a commencé par annuler purement et simplement les élections présidentielles qui venaient de se tenir alors que l'opposition revendiquait la victoire, sans se livrer à un recomptage transparent des voix.

Il faut considérer la question sous un angle structurel. Ces putschs sont aussi le fruit de la crise de régimes contestés, dans des États affaiblis par les politiques structurelles néolibérales et par la politique néocoloniale, en l'occurrence ici de la France. Dans le déroulé de l'opération Barkhane et au sein du G5 Sahel, la politique de la France a considéré les armées des États de la région comme des supplétifs. L'impasse politique de l'intervention de la France au Mali a suscité de la colère. La réaction de la France face à cela a exacerbé encore davantage la situation, et les pouvoirs issus des coups d'État ont beau jeu d'utiliser le ressentiment légitime contre la politique de la France. La réaction de Macron au putsch au Niger aggrave la situation. Il est le boute-feu de la réaction de la Cedeao, des menaces d'intervention militaires et surtout des sanctions terribles imposées au peuple nigérien qui est

dépendant des importations électriques. Cela conduit à une colère légitime contre le blocus imposé au pays.

Le PCF a condamné le coup d'État au Niger ainsi que les menaces d'intervention militaire et les sanctions imposées au pays, comme l'ont fait un grand nombre d'organisations de gauche et panafricaines de la région et avec lesquelles nous sommes en contact permanent. On peut citer la coordination dite « pour sauver le Mali » des organisations d'opposition maliennes qui ont tenu une conférence de presse le 5 août dernier, ou encore du Parti de l'indépendance et du travail du Sénégal.

Là encore il est nécessaire de mener une bataille politique, pour la fermeture des bases françaises en Afrique et la fin du franc CFA/ECO, lié à l'euro, dont la réforme n'est que cosmétique, afin de s'inscrire dans la bataille pour l'émancipation politique, économique et commerciale des peuples d'Afrique, et de conjurer l'écueil d'un faux choix entre un néocolonialisme vermoulu, contesté et fini, et des *camarillas* politico-militaires qui recherchent leur soutien dans des forces politiques réactionnaires ou dans les bandes de mercenaires au service d'intérêts qui ne servent pas la bataille pour la souveraineté des peuples, et qui se livrent à des exactions contre les populations comme c'est le cas de l'ex-Wagner. Comme le disait Kwame Nkrumah à la création de l'Organisation de l'unité africaine (actuelle Union Africaine) en 1963 : *« sur notre continent, il ne nous a pas fallu longtemps pour découvrir que la lutte contre le colonialisme ne prend pas fin lorsqu'on a réalisé l'indépendance nationale. Cette indépendance n'est que le prélude d'un combat nouveau et plus complexe pour le droit de diriger nous-mêmes nos questions économiques et sociales, en dehors des entraves écrasantes et humiliantes de la domination et de l'intervention néocolonialiste »*.

Au contraire de la logique impérialiste, alignée sur l'Otan et les États-Unis, et néocoloniale, la France peut agir en toute souveraineté. Du fait de son histoire, la France a une voix singulière à faire entendre, en faveur de la sécurité humaine et de la paix, du droit international et de la coopération solidaire des nations et des peuples.

Les aspirations à un autre ordre du monde, où les États-Unis et le dollar ne sont plus hégémoniques se cherchent, avec leurs contradictions. Le sommet des Brics qui s'est tenu à Johannesburg en est une des manifestations. La part des Brics dans le PIB mondial calculée en parité de pouvoir d'achat dépasse désormais celle du G7 (32 % contre 30 %). Cela cache cependant d'importantes disparités : la Chine en compte à elle seule 17,6 %. Les Brics se sont formés dans les remous de la crise systémique du capitalisme de 2008. Ils ont en grande partie échappé à la vision du monde occidentale. La seule institution commune est la Nouvelle banque de développement, créée en 2014, siégeant à Shanghai et aujourd'hui présidée par Dilma Rousseff. Elle est ouverte aux demandes d'investissement des pays en développement. Le développement des Brics n'est pas linéaire. Les évolutions à droite du Brésil et de l'Inde, ainsi que le positionnement différent de ses membres dans la rivalité entre la Chine et les États-Unis, l'ont ralenti. La relance des Brics est alimentée par la conjonction de trois événements : la pandémie mondiale (souvenons-nous du refus des puissances occidentales de lever les brevets sur les

vaccins !), le retour de Lula au pouvoir, puis la guerre en Ukraine. Le sommet de Johannesburg a entériné un élargissement significatif des Brics, à six nouveaux pays : Iran, Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Égypte, Éthiopie et Argentine. Deux grands États pétroliers y entrent, sur fond de rapprochement spectaculaire entre l'Arabie Saoudite et l'Iran sous l'égide de la Chine, ce qui change la donne au Moyen-Orient. Les Brics élargis représenteront à compter du 1^{er} janvier 2024 46 % de la population et 36 % du PIB mondial (dont 70 % par Chine). Cependant, le sommet a buté sur la question du renforcement de la coopération monétaire. La perspective de se dégager du dollar en utilisant les monnaies nationales devant à terme déboucher sur une monnaie commune d'échange. Les banques centrales doivent préparer un rapport sur le sujet d'ici le prochain sommet.

Quelle analyse peut-on porter sur cette dynamique ? Incontestablement, les Brics élargis représentent de nouvelles coopérations qui se cherchent en s'autonomisant des institutions de Bretton Woods et de certaines évolutions de la mondialisation capitaliste, qui a perdu sa dynamique ; alors que les États-Unis et les états du G7 lui donnent un aspect politique de plus en plus affirmé. C'est la « mondialisation entre amis » chère à la secrétaire au Trésor des États-Unis, Janet Yellen. Dire cela ne revient pas à porter au pinacle un certain nombre d'États des Brics dont les gouvernements ne sont ni démocratiques, ni anticapitalistes. Mais, les Brics manifestent un monde non occidental, ce qui ne signifie pas nécessaire « anti-occidental », qui souhaite agir en faveur de relations internationales « plus équilibrées », comme l'analyse le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Cependant, les contradictions internes sont nombreuses. La recomposition de l'ordre du monde et l'affirmation de nouvelles puissances génèrent des tensions fortes entre membres des Brics, entre la Chine et l'Inde par exemple. Le positionnement dans cette recomposition mondiale n'est d'ailleurs pas le même. Autant pour l'Afrique du Sud ou le Brésil, il s'agit de ne pas se laisser entraîner dans une compétition entre puissances mondiales, autant le gouvernement russe théorise un affrontement de longue durée avec l'Occident « et ses valeurs », sur une base réactionnaire. Par ailleurs, le G7, sous hégémonie états-unienne, garde une cohérence et une force de frappe qui demeure plus forte que celle des Brics. La dédollarisation est un processus long. L'hégémonie du dollar est contestée, affaiblie, mais elle n'est pas encore renversée. Le dollar reste dominant, en représentant la moitié du commerce mondial, 90 % des transactions quotidiennes sur le marché des changes et 60% des réserves de change mondiales. Le renminbi a certes progressé depuis 20 ans, mais il ne représente pour l'instant que 7 % des transactions sur le marché des changes. Il n'en demeure pas moins que le sommet des Brics manifeste une aspiration à construire autre chose, un monde plus équilibré dans lequel le dollar et les États-Unis ne font plus la pluie et le beau temps. Notons d'ailleurs qu'à la différence de Washington, relativement prudent dans ses réactions, Emmanuel Macron a eu une réaction très vive, défensive, fustigeant les « vellétés d'ordre alternatif ».

La question est donc : fractures accrues du monde ou nouvelle unification pour un monde commun et un nouvel ordre économique mondial ?

Le monde est à la croisée des chemins et de nouvelles perspectives s'ouvrent renforçant le refus de l'engrenage des confrontations militaires, économiques,

commerciales et énergétiques, de l'égoïsme climatique et appelant à l'action pour un monde de sécurité commune et de coopérations dans le respect de la souveraineté des peuples.

Nous appuyons l'exigence des Brics de paix, de partage et de co-développement. Nous appuyons et appuierons leur exigence d'une réforme profonde du FMI : le droit de veto, de fait, des États-Unis au FMI doit être supprimé et les droits de vote doivent tenir compte du poids démographique des pays. Nous appuyons leur exigence d'une alternative au dollar des États-Unis.

Il est urgent d'agir pour un nouvel ordre du monde régi par la paix, la sécurité commune et par des rapports internationaux équitables, rompant avec la logique de blocs qui est celle que cherchent à imposer les États-Unis et à laquelle l'Union européenne emboîte le pas, contre l'intérêt même de l'Europe et de ses peuples. Cela implique d'agir pour une véritable monnaie commune mondiale alternative au dollar à partir des droits de tirage du FMI panier de monnaies qui doit être réformé et élargi à d'autres monnaies. Le rôle du dollar doit reculer dans les échanges commerciaux comme dans les réserves mondiales ou le crédit. Contrairement au « pacte financier » conservateur et paternaliste proposé par E. Macron, il est urgent d'émettre massivement des financements mondiaux à taux très bas pour répondre aux besoins de développement de tous les peuples : affectés à la protection sociale, aux services publics, aux investissements écologiques et créateurs d'emploi.

Une bataille concentre beaucoup de ces enjeux : la campagne de solidarité envers Cuba, très attendue par nos camarades cubains qui sont confrontés aujourd'hui à la pire crise depuis la révolution de 1959. Les effets du blocus criminel imposé par les États-Unis, industriel, économique, commercial et financier, aggravé par Trump, se font désormais sentir avec violence. L'inscription de Cuba sur la liste des États finançant le terrorisme par Trump exacerbe la situation. La pénurie de médicaments, d'électricité, de carburant, de produits alimentaires est quotidienne. Le peuple cubain, dans de telles difficultés, tient. Il fait montre de ce que les Cubains nomment la « résistance créative ». Mais ils ont besoin d'une campagne internationale pour la levée du blocus et le retrait de Cuba de la liste des États finançant le terrorisme. La campagne que le PCF lance en est un des éléments. Dénonçons à travers cette campagne les effets des lois d'extraterritorialité états-uniennes qui sont une attaque directe contre la souveraineté des peuples en Europe ! Un moment important de solidarité aura lieu à l'occasion de la Fête de l'Humanité sur le stand du CN.

Enfin, l'ensemble de ces crises se réfractent sur l'Union européenne.

Il est, malheureusement, désormais possible de mener la bataille contre l'extrême droite en dénonçant son bilan au pouvoir. Les décisions prises par la néo-fasciste Meloni en Italie sont un véritable laboratoire. Je n'en citerai que trois, qui démontrent toute sa dangerosité ainsi que le caractère trompeur de certaines annonces contre les super-profits. La suppression du « revenu de citoyenneté » a été annoncée par SMS au cœur de l'été à plusieurs milliers de familles. Elle touche tous les citoyens âgés de 18 à 59 ans, sans personne à charge. L'argument utilisé est connu : ce revenu minimum « démotiverait » ses allocataires à chercher un travail, allocataires qui seraient en plus des « privilégiés ». Cette mesure va accélérer la paupérisation

des travailleurs, surtout dans le sud du pays, alors que les projections statistiques annoncent que les salariés perdront en moyenne 6 % du pouvoir d'achat sur 2023 et que l'Italie est le seul parmi les pays de l'OCDE à enregistrer un niveau de pouvoir d'achat encore plus bas (-2,9 % en termes réels) qu'en 1990. On peut citer une autre mesure : l'encouragement de l'évasion fiscale, qui représente 100 milliards d'euros par an. Le budget 2023 comprend diverses mesures facilitant l'usage de l'argent liquide et, par conséquent, son utilisation à des fins frauduleuses. Enfin, ses attaques contre les familles homoparentales brisent en réalité l'égalité entre les citoyens. C'est donc s'en prendre à l'ensemble des principes d'égalité. L'extrême droite aujourd'hui ne s'habille pas en chemise noire ou brune. Mais la politique qu'elle met en place en Italie doit servir d'argument pour la contrer, ici en France. Car nous parlons bien des alliés du RN. Cette politique démontre également sa nature de classe. L'Italie, et d'autres pays d'Europe, montre qu'une partie de la bourgeoisie a choisi une solution brutale, ultralibérale et autoritaire, pour sortir de la crise, et qu'elle utilise à ces fins l'extrême-droite qui, elle, comme dans les périodes de son histoire, cherche des compromis avec le capital pour arriver au pouvoir. Des phénomènes similaires peuvent se voir en Finlande, où le nouveau gouvernement droite-extrême droite mène une politique d'attaques anti-sociales brutales. Un argumentaire sur la politique de destruction démocratique et sociale menée par l'extrême droite dans les pays où elle est au pouvoir sera mis à disposition des camarades dans le cadre de la campagne électorale des élections européennes.

Ce sera un enjeu majeur des prochaines élections européennes. On voit d'ailleurs l'influence qu'a désormais l'extrême droite, au pouvoir dans 6 des 27 pays de l'UE, sur les politiques européennes, en particulier migratoires. Loin de vouloir sortir de l'UE, l'extrême droite cherche désormais à peser sur les rapports de force pour l'adapter à ses politiques. L'été a été marqué par la signature d'un nouvel accord de la honte entre l'UE et la Tunisie qui établit des camps de triage, des *hot spots*, en dehors de tout droit international, au fonctionnement totalement arbitraire. D'ailleurs, devenue nouvelle police extérieure de l'UE, la Tunisie s'est illustrée ignominieusement en menant des rafles parmi les migrants et en les abandonnant à la faim et à la soif en plein désert. Cette politique criminelle est menée avec la complicité de l'UE. Ce sont des actes de torture. L'Organisation mondiale contre la torture a d'ailleurs saisi le Comité contre la torture des Nations unies. Cette politique criminelle n'est pas l'apanage de l'espace méditerranéen. L'Arabie Saoudite a assassiné des centaines de migrants éthiopiens à sa frontière, ce à quoi s'ajoute des actes de torture. Ce sont de véritables scènes d'horreurs qui constituent pour HRW un « potentiel crime contre l'humanité ». Cela démontre qu'une véritable proposition politique concernant l'espace méditerranéen doit être une des priorités de la prochaine campagne européenne, en particulier sur la question des migrations, par l'instauration de voies légales et sûres de migration et la fermeture des *hot spots* externalisés de l'UE.

De même que le sera la question des règles européennes. Les bourgeoisies européennes et la Commission européenne préparent le retour des règles austéritaires et du pacte budgétaire. Les négociations les modalités de ce retour feront l'actualité de l'UE d'ici la fin de l'année. Elles ne seront pas simples, tant sont importantes les divergences au sein des classes dirigeantes. Mais rassurez-vous, la

commission envisage de retirer du calcul du déficit budgétaire l'augmentation des dépenses militaires ! Que ce soit sous une forme ou sous une autre, le PCF, et ses alliés en Europe, s'oppose à ce retour des règles de Maastricht nouvelle génération, de même qu'il s'est opposé à l'ensemble des traités européens. Par ailleurs, le Parlement européen en est train de discuter d'une modification des traités, dans le sens d'un fédéralisme renforcé, dans l'objectif de lever la règle d'unanimité en matière de diplomatie et de défense et d'instaurer un système de majorité simple, et non de majorité qualifiée, pour prendre les décisions au Conseil européen. Pour nous, c'est non ! La France doit les refuser et proposer aux autres pays européens à en faire autant. La question de la remise en cause des traités, de leurs règles, et d'une nouvelle construction européenne, de peuples et de nations souveraines et associées, sera bien un des enjeux clés des prochaines élections européennes. Pour cette raison, nous mettons dans le paysage politique l'exigence d'un référendum sur le retour des règles budgétaires. Alors que la voix du peuple français portée en 2005 a été bafouée par l'adoption du traité de Lisbonne, il est indispensable qu'il puisse s'exprimer à nouveau sur les règles européennes. Il est possible de créer autour de cette exigence de referendum un mouvement en Europe. Fabien Roussel débattrait d'ailleurs de cette question cet après-midi à Manifiesta, avec des députés européens de Belgique et d'Allemagne.

Je ne serai pas plus long sur les questions européennes, Léon Deffontaines, notre chef de file pour les prochaines élections, y reviendra cet après-midi.

L'Espagne démontre qu'il est possible d'arrêter les ambitions de la droite et de l'extrême droite. La gauche espagnole, lors des élections du 23 juillet, a montré qu'il est possible de déjouer leurs plans et privant les privant d'une majorité, ce qui a encore été accentué par l'élection d'une présidente de gauche au Parlement. C'est un soulagement. Mais la bataille n'est pas terminée. L'avenir du pays dépend du chantage d'une poignée de nationalistes bourgeois en Catalogne. Mais, d'ores et déjà, contre toute attente, la gauche, dans sa diversité, et dans le respect de celle-ci, grâce au respect de celle-ci, aura montré une belle capacité de résistance. Nul doute que le bilan de nos camarades au gouvernement, avec l'augmentation du salaire minimum à 60 % du salaire moyen (et non médian), la remise en cause de la loi travail de la droite conservatrice, l'instauration d'un revenu minimum aura pesé. Le résultat de la coalition *Sumar* menée par Yolanda Diaz est très honorable. Nos camarades de la Gauche unie et du PCE y jouent un rôle de charpentage politique important, alors que la crise de *Podemos* s'accroît. L'Espagne, dans des circonstances difficiles, offre un laboratoire intéressant de la manière dont une perspective majoritaire à gauche peut être travaillée et mise en œuvre.

Cela montre toute l'importance de la solidarité et de l'échange constant entre organisations communistes et progressistes, dans le respect des différences et un esprit de coopération constructif. Nos ennemis sont communs. Nos défis également. En ce qui concerne l'Europe, nous aurons dès les prochains jours l'occasion de poursuivre ce travail. Nous étions la semaine passée à la fête d'*Avante* au Portugal ; nous sommes ce week-end à *Manifiesta* en Belgique ; nous serons d'ici la fin du mois à la fête du PCE en Espagne. De même que nous préparons le secrétariat politique du PGE que nous réunirons ici même le 9 octobre prochain, ainsi que notre

participation à la conférence annuelle des partis communistes et ouvriers à Izmir fin octobre. Enfin, du 10 au 12 novembre prochain se réunira la 7^e édition du Forum des forces de gauche, progressistes et écologistes européennes à Madrid.

Je vous remercie